

# cerises

## la coopérative

### Ça peut servir !

A propos de Zucman : [L'Observatoire européen de la fiscalité](#) (Eutax), qu'il dirige, est un institut de recherche indépendant dédié à l'étude de la fraude et de l'évasion fiscales au sein de l'Union européenne.

Le Syndicat de la Presse Pas Pareille regroupe les médias indépendants engagés pour la liberté d'informer. Défendez la presse libre avec nous ! Les médias indépendants sont présents sur l'ensemble du territoire, découvrez-les ! L'annuaire des membres <https://www.syndicatdelapressepaspareille.org>

### Agenda militant

#### 15 novembre

Collectif Nos Services Publics. Samedi 15 novembre, après-midi : Assemblée générale de Novembre, à la bourse du travail de Paris et en visioconférence. Pour en savoir plus sur les événements locaux du collectif, rejoignez le canal Telegram du groupe local le plus proche de chez vous !

#### 21 novembre

Ludivine Bantigny aux Rencontres de l'Atelier à Montluçon au Café associatif Lila Nanda 1 rue Sainte-Marie Montluçon [Le programme de la saison 2025-2026.](#)

#### les 22 et 25 novembre

Contre les violences faites aux femmes et aux filles, les violences sexistes et sexuelles, manifestons partout le samedi 22 Novembre 2025 et le mardi 25 Novembre 2025 ! <https://www.grevefeministe.fr>

#### 29 novembre

Manifestation nationale Solidarité Palestine à Paris. Après le cessez-le-feu à Gaza, Israël poursuit l'occupation et la colonisation de la Palestine, l'oppression du peuple palestinien. Cela doit cesser ! Nous manifesterons à Paris (14h République) et dans certaines villes pour la défense des droits du peuple palestinien sur la base du droit international - Auto-détermination du peuple palestinien qui doit être l'acteur de son propre destin et droit au retour des réfugiés palestiniens - Fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid - Sanctions contre Israël - Cessez-le-feu définitif et fin du génocide.

### Budget à la rue !

Une fois de plus, le débat budgétaire ne recherchera pas l'amélioration de la vie des gens mais le niveau de reculs sociaux jugés acceptables par les partis politiques.

La taxe Zucman, mesure phare de la gauche ne renverserait pas la trajectoire austéritaire des budgets successifs : elle ne réduirait que de moins de 10% les cadeaux fiscaux pérennisés par le projet.

Les marchés financiers avec leurs agences de notation mettent la pression, épouvantail utilisé par les droites.

Les enjeux mondiaux, sociaux, sociétaux et écologiques qui devraient déterminer les orientations et les choix budgétaires, sont peu évoqués, même par une gauche enlisée dans ses divisions, ses stratégies défensives et ses calculs électoralistes, renvoyant tout à la présidentielle.

La « représentation nationale » incapable de reprendre les aspirations sociales (retraites) et de justice fiscale, pourtant largement majoritaires dans le pays, ne propose aucune réponse à l'exaspération générale grandissante attestant que le système représentatif ne permet pas la démocratie, voire devient un frein au changement.

Face à l'exacerbation des inégalités et injustices, pour réaliser l'indispensable tournant écologique, c'est de mesures radicalement transformatrices dont nous avons besoin, pas d'aménagement à minima du capitalisme.

**Devant les menaces, précipices et impasses une véritable bifurcation s'impose. L'actualité nous montre que ce changement ne peut venir d'en haut.**

En s'appuyant sur le déjà-là (économie sociale, scoop, coopératives, sécurité sociale etc.), est-il possible de faire émerger des luttes politiques revendicatives : réappropriation de la sécurité sociale par les salariés et retraités, plus largement une véritable sécurité existentielle et substantielle (sécurité sociale alimentaire, du logement, de l'énergie, des transports gratuits, etc.) pour faire société autrement en harmonie avec tous les vivants ?

Soyons attentifs aux nouvelles formes de luttes et d'organisation émergentes : gilets jaunes, Nuit Debout, pétition contre la loi Duplomb, mouvement du 10 septembre... mais aussi printemps arabes et plus largement encore le mouvement GenZ qui se développe avec de nouvelles techniques de mobilisation et d'organisation politique, pour « un avenir social en commun ».

L'objectif ne devient-il pas la conquête à tous les niveaux de nouveaux espaces de pouvoir populaire pour faire émerger un nouvel écosystème politique fondé sur la transversalité (mise en commun, coopération, partenariat...) remettant en cause le pouvoir vertical des actionnaires et de l'État ? Dans quelles conditions alors peut s'envisager l'élaboration par la rue du budget 2026 ?

● **Alain Lacombe**  
**Makan Rafatdjou**

## Jeunes sur un volcan



Sri Lanka, Bangladesh, Népal, Serbie, Madagascar, Pérou. Depuis 2022, les jeunes en révolte, dans les pays périphériques du capitalisme globalisé, balayent les gouvernements. En trois ans, six gouvernements ont chuté sous l'assaut de la rue. Avec une rapidité surprenante. En 2022, il fallut cinq mois à la jeunesse sri-lankaise pour chasser du pouvoir le clan Rajapaksa qui dirigeait le pays depuis plusieurs décennies. En septembre 2025, il a fallu deux jours pour que la génération Z népalaise mette fin au gouvernement du maoïste Khadga Prasad Sharma

Oli, 73 ans. En trois semaines, les manifestations à Madagascar contre les pénuries d'eau et d'électricité deviennent une motion de censure dans la rue contre le président Andry Rajoelina qui prend la fuite avec l'aide de la France qui lui fournit gracieusement un avion. Fin septembre, la jeunesse péruvienne manifeste contre le gouvernement dirigé par la détestée présidente Dina Boluarte finalement... destituée le 10 octobre.

**Le point commun de ces mouvements est la lutte contre la corruption des élites dirigeantes et une exigence de justice sociale. Une remise en cause radicale du système dominant pour la défense de l'intérêt commun.** À l'heure des réseaux sociaux mondialisés, c'est aussi la transversalité de l'information entre ces mouvements qui s'impose. Et la reprise de symboles communs comme le chapeau de paille du manga « *One Piece* ». **Un imaginaire culturel commun mondial.** Pour autant, à cette étape, à part l'exemple serbe, ces puissants mouvements d'une nouvelle radicalité anticapitaliste se voient le plus souvent confisquer leur victoire contre les pouvoirs en place par des fractions réactionnaires (junte militaire, « opposants » sclérosés) qui promettent de tout changer pour ne rien changer. Pierre Zarka dans le numéro de *Cerises* d'octobre 25 pointait une double difficulté qu'affrontaient ces mouvements de protestation : « il y a donc une double frontière à oser franchir : dans le même temps passer de la protestation à l'élaboration d'objectifs transformateurs et s'auto considérer comme force décisive pour faire passer chacun de ses objectifs dans la réalité et dans la loi sans se mettre en situation d'attente à l'égard des formations politiques ». Un double obstacle que le mouvement auto-organisé serbe, sous l'égide du mouvement étudiant, est en passe de franchir en se constituant comme un bloc social et politique alternatif. À noter qu'ici l'auto-organisation et les mouvements revendicatifs permanents, malgré une répression grandissante, ont précédé la question électorale et même si le mouvement réclame des élections anticipées, il ne temporise pas la contestation sur un possible calendrier électoral. Les mouvements de la jeunesse du « sud global » tireront les enseignements de cette première phase d'insurrections citoyennes. The game is not over.

● PATRICK LE TRÉHONDAT

## Un cessez-le-feu sans avenir

Le 9 octobre, un cessez le feu a été conclu à Gaza. Il met fin à 2 années de guerre génocidaire menées par le gouvernement israélien dans l'enclave palestinienne sous les yeux du monde entier sans qu'aucun gouvernement ni aucune instance internationale n'ait été en capacité de l'arrêter, et d'imposer de réelles sanctions au gouvernement israélien. **Seule la population, organisée au sein des syndicats, des associations, de certains partis politiques a mis la pression et maintenu des mobilisations régulières avec la Palestine.**



Dans ce contexte, c'est un plan de paix injuste qui a vu le jour, orchestré par le président américain Trump. Après le cessez-le-feu et l'échange des otages contre des prisonniers palestinien-nes, une seconde phase prévoit, entre autres, le désarmement du Hamas, la mise sous gouvernance transitoire de Gaza sous la supervision d'un « Conseil de la paix » dirigé notamment par l'ancien premier ministre britannique Tony Blair...

De nombreux points ne sont pas traités : le retour des 1,5 millions de déplacés gazaoui-es, la reconstruction de Gaza, la question de la Cisjordanie...

Ce plan de paix n'en a que le nom et Israël l'a déjà enfreint, tuant depuis le 10 octobre des dizaines de Palestinien-nes. Négocié sans les premiers et premières concernées, l'accord nie le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et bafoue le droit international ; il n'est jamais question du droit au retour des réfugié-es palestiniens, de la fin de l'occupation, de la colonisation et des politiques d'apartheid menées par l'État israélien. C'est la continuité d'un projet colonial long de plus de 70 ans, avec en prime le retour de la gouvernance par la Grande Bretagne !

En Palestine, comme sur d'autres territoires en guerre : « *Sans justice et sans égalité, la paix est un mot vide de sens*<sup>1</sup> ».

● LINDA SEHILI

<sup>1</sup>. Ces propos repris sont ceux d'Ignacy Jozwiak, membre du syndicat polonais Inicjatywa Pracownicza, participant à la campagne « Soutien aux travailleurs ukrainiens », à propos de la guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine.

## Kanaky et la colonialité dure...

Décidément l'état colonialiste français use toujours de moyens coloniaux c'est ainsi que le passage en force du projet de loi constitutionnelle visant à dégeler le corps électoral a eu des conséquences dramatiques. Il aura coûté notamment 12 morts des centaines de blessés, des prisonniers politiques, des personnes déportées ou transférées en France métropolitaine...

La nomination d'une nouvelle ministre des outre-mer est l'occasion pour le FLNKS de lui soumettre les revendications calédoniennes. Dans l'urgence il y a la prise en charge immédiate de billets de retour pour toutes les personnes déportées ou transférées en métropole à l'occasion d'événements récents. Ils demandent aussi la transparence totale sur le traitement des dossiers judiciaires des martyrs Kanaks et des personnes poursuivies dans le cadre des mobilisations. S'ajoutent aussi en urgence la facilitation des démarches administratives notamment pour l'obtention du passeport de Christian Tein président du FLNKS dont la situation doit être régularisée sans délai.

Au rang des questions brûlantes entre la France et la Calédonie il y a l'accord de Bougival. Certes cet accord prévoit notamment la création d'un « état de Nouvelle-Calédonie » et d'une nationalité calédonienne à quoi s'ajoute la possibilité de transférer des compétences régaliennes comme la monnaie, la justice, la police... **mais l'accord ne prévoit pas de nouveau référendum quant à l'indépendance de la Kanaky...**

À l'occasion de la nomination d'une nouvelle ministre des « outre-mer » le FLNKS s'adresse à elle : « Madame la ministre votre mission est historique, l'heure n'est plus aux postures partisans ni au discours convenu. L'État doit retrouver sa neutralité sa sincérité et son rôle d'accompagnateur du processus de décolonisation telle que le prévoient les accords de Matignon et de Nouméa. ». Le FLNKS poursuit invitant la ministre au courage politique et moral lui demandant de construire une paix durable dégagée donc du déni et de la force mais dans la reconnaissance pleine et entière du peuple Kanak quant à son histoire, ses droits, sa dignité.

● CATHERINE DESTOM



# SAUVER LES RICHES ?

**Au secours les riches vont partir !**

**Le MEDEF organise un grand meeting. Le patronat monte au créneau parce qu'on parle de taxer les riches... Si on en demande trop, ils partiront et sans eux la société ne fonctionnerait plus !**

**Mais....**

**A quoi servent les super-riches ? Comment devient-on super-riche ?  
Qu'est-ce qu'une richesse ? Qui produit les richesses du pays ? Qui permet de faire société ensemble ?**

**Le gouvernement est-il fou furieux en continuant la même politique tout en changeant les acteurs ? Ou bien est-il en mission ?**

**Si la rue décide d'écrire le budget, comment passer à l'acte ?**



**Merci à Fred Sochard  
pour le libre usage de  
ses dessins.**



## SOS, RICHES EN DÉTRESSE ?

Comment devient-on riche et à quoi servent les riches ?

Cerises poursuit le débat entamé lors du précédent dossier. A l'heure où nous bouclons le mensuel, le sort du gouvernement quant au débat budgétaire n'est pas complètement scellé. L'engagement de Lecornu de ne pas utiliser le 49-3 aura eu le mérite de permettre un débat sur les recettes à l'assemblée nationale. La taxe Zucman en aura été la vedette, la droite vilipendant cette nouvelle taxation pendant qu'à gauche on cherche le compromis et on explique à juste titre, que ce n'est pas la révolution loin de là...

**Vincent Drezet** note que le débat sur la taxation des riches a plusieurs mérites, dont celui de placer la question de la légitimité de la montée des inégalités et de la concentration des richesses au cœur du débat public.

**Jean-François Le Dizès** s'interroge. Faut-il baisser les impôts ? L'exemple polonais nous en dissuade.

Construire un empire industriel, s'en servir pour construire un empire médiatique au service d'une idéologie réactionnaire et des objectifs des grands patrons et des ultra-riches, l'exemple de Bolloré est révélateur de leur puissance d'agir et de leur cohérence. Mais la confrontation s'organise, et l'alternative se construit, **Sylvie Larue** nous en parle.

Mais il n'y a de richesse que la vie ! C'est par cette affirmation que **Makan Rafatdjou** introduit son propos qui consiste à démontrer comment le capitalisme nous impose sa vision de la richesse synonyme de possession. **Patrick Vassallo** lui emboîte le pas et nous invite à donner un autre sens à l'ordre des choses.

**Pierre Zarka** poursuit. Pour lui, ce qui fait la richesse d'une nation c'est le travail, l'activité domestique ou bénévole, la santé, l'accès à la culture et à la compréhension des enjeux de son temps. Et d'inviter Monsieur et Madame Tout le monde à participer à la construction du budget en commençant par définir les besoins et ensuite proposer leur financement.

Ce n'est pas un propos hors sol. **Richard Neuville** militant de l'autogestion nous rappelle que des expériences de construction citoyenne des budgets ont eu lieu, et que leurs limites appellent à être dépassées.

C'est le vœu que **l'équipe de rédaction** de Cerises a souhaité exprimer dans un dernier texte qui boucle le dossier.

Bonne lecture

● **L'équipe de rédaction**

# ÊTRE RICHE, COMMENT ET POUR FAIRE QUOI ?

Le débat sur la taxation des riches a plusieurs mérites, dont celui de placer dans le débat public la question de la légitimité de la montée des inégalités et de la concentration des richesses. Ce débat n'est pas franco-français. Il est posé dans de nombreux pays, face à la hausse du nombre de milliardaires et de leur fortune : entre 2015 et 2024, la richesse des milliardaires dans le monde a augmenté de 121 % et le nombre de milliardaires est passé de 1757 à 2682. Ce débat est d'autant plus nécessaire que la période est marquée par d'immenses défis sociaux, environnementaux et démocratiques.

Les opposants à une plus forte imposition des riches, ardents défenseurs de la théorie du ruissellement, ont sorti l'artillerie lourde contre toute proposition de ce type, immanquablement qualifiée d'extrême gauche, non sans quelques relents néo-maccarthystes. Pour eux, les ultrariches sont de grands créateurs de richesses, ils dirigent des entreprises qui transforment la société grâce à leur capacité d'innovation, ils sont les forces vives, ils doivent être remerciés voire récompensés pour ce qu'ils apportent à l'économie française, ils créent des emplois, ils investissent, ils font tourner l'économie, bref, nous leur devons tant. Ils méritent d'être riches. Peu importe qu'en France, le taux de pauvreté ait atteint un niveau record, tout comme, symétriquement, celui de la concentration des richesses. **Les riches, surtout les ultra-riches, doivent être choyés. Et pour cela, tout est bon, y compris faire alliance avec l'extrême droite. L'argent n'a pas d'odeur.**

C'est oublier que, sans travail des salarié-es, des fournisseurs et des sous-traitants, le « génie » des milliardaires ne pourrait s'exprimer. **Mais si le travail crée la richesse, une part croissante est captée par le capitalisme financier, qui favorise ainsi le retour d'une classe de rentiers dont la fonction économique est toute aussi nocive que celle de la rente foncière sous l'Ancien Régime.** Cette part croissante du revenu national échappe à l'investissement dans l'économie réelle, à la bifurcation sociale et écologique, à la santé, à l'éducation ou à la rémunération du travail. Pire, elle alimente le gonflement de bulles spéculatives entretenues par

**Cette part croissante du revenu national échappe à l'investissement dans l'économie réelle.**



le système bancaire et financier peu régulé, dopé aux surprofits et aux produits dérivés dits « innovants » (à l'origine de la crise systémique de 2007-2008). A cela s'ajoute un impact environnemental des riches particulièrement néfaste. Les émissions des 1 % les plus riches représentaient 16 % des émissions mondiales en 2019. Depuis 1990, elles ont fait chuter la production économique mondiale de 2 900 milliards de dollars.

**Loin du narratif bien huilé vantant la réussite individuelle des grands capitaines d'industrie, les ultra-riches n'ont pas innové, ils ne sont pas partis de rien ; la réussite des ultra-riches doit peu à leur mérite personnel mais à l'héritage.** L'héritage est en effet le plus sûr moyen de devenir riche, avec le loto ! Sur les 42 milliardaires français, environ 80 % sont des héritiers, selon la liste établie par Forbes, loin de la moyenne mondiale (40 %). Cette évolution « rentière » a été confirmée récemment puisqu'il a été démontré que, actuellement, 60 % des patrimoines sont hérités contre 35 % au début des années 1970. Résumons : le patrimoine hérité est plus important et la concentration des richesses s'accroît. Imposer plus fortement les riches est donc légitime et nécessaire.

● Vincent Drezet  
Co-Secrétaire Général d'Attac France

## FAUT-IL BAISSER LES IMPÔTS ?



### L'exemple polonais

Comme chacun sait, le déficit budgétaire français pose problème. Alors que les services publics (Santé, Éducation, Logement...) vont de mal en pis pour des raisons financières, la droite et l'extrême-droite françaises, le MEDEF veulent remédier au problème de la dette

en réduisant les dépenses sous prétexte que la France est championne de l'Union Européenne dans les prélèvements obligatoires.

Il y a huit mois, je me suis rendu en Pologne, où les prélèvements obligatoires étaient bien moindre qu'en France : 35% du PIB\* contre 48% à la France\*. Mais à quel prix ! :

- les indemnités de chômage étaient au plus de 1994 zlotys\* (351 €) par mois pour une durée, au grand maximum, d'un an. Il n'y avait pas l'équivalent du RSA.

- la pénurie de logement était de 32,5 % supérieure à celle de la France\*. De plus, il n'y avait aucune allocation logement.

- les pensions de retraites n'étaient que de 24% des derniers salaires\* et le minimum vieillesse que de 665 €\*.

Faut-il alors abaisser les prélèvements obligatoires au niveau de la Pologne, ou les

augmenter sur les riches pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la population ?

### Pourquoi ça baisse?

Le traité de Lisbonne de 2007, excluant quasiment tout moyen d'uniformisation européenne en matière sociale et fiscale aboutit à une course entre les différents États européens au moins-disant sur ces questions afin d'attirer les entreprises. Combien d'entreprises françaises n'ont-elles pas été délocalisées en Pologne ! Rappelons que c'était notamment contre l'absence d'Europe sociale et fiscale qu'en 2005 les Français avaient par référendum rejeté le traité constitutionnel européen, dont celui de Lisbonne n'est que la copie ; le président de la République de l'époque, le voyou Nicolas Sarkozy, se gardant bien cette fois de soumettre ce dernier accord à l'assentiment populaire ! C'est la « démocratie » française !

● **Jean-François Le Dizès**

\* Sources chiffrées

## La justice fiscale, sociale écologique, un enjeu pour une société démocratique

L'impôt et les ressources sociales sont le moyen par lequel une société organise l'accès de toute la population aux services publics, garantit une protection sociale et économique et finance les solidarités. Pilier de toute démocratie digne de ce nom, le consentement à l'impôt est donc solide lorsque la politique fiscale et budgétaire est juste et efficace. Ceci suppose qu'elle permette effectivement de financer une action publique accessible et à la hauteur des enjeux, de ré-

duire les inégalités mais aussi d'inciter à favoriser des comportements sociaux, environnementaux et économiques vertueux. Lorsqu'il est juste, c'est-à-dire qu'il remplit ses objectifs, l'impôt finance le « vivre ensemble ». **En cela, la justice fiscale et la justice sociale sont historiquement intimement liées. S'ajoute désormais la question de la bifurcation écologique qu'une fiscalité juste doit aussi prendre en charge.** ●

# DÉSARMER BOLLORÉ, DÉSARMER LES RICHES

## De quoi Bolloré est-il le nom ?

Comprendre comment les ultra-riches construisent leur fortune, comment ils organisent leur puissance d'agir, est essentiel pour élaborer l'alternative. Bolloré soigne son image d'industriel breton choyé par le CAC 40, les banquiers d'affaire et les politiques de droite mais aussi de gauche. Pourtant l'envers du décor n'est pas très reluisant.

De la fabrique de papier à cigarette à l'empire médiatique ( Canal+, Cnews, JDD, Europe1, groupe Prisma, une bonne partie de l'édition française...) c'est à coup de raids boursiers que le dirigeant breton construit son empire. Grâce à la plus value dégagée dans chaque entreprise dont il s'empare, Bolloré achète et vend au gré des marchés financiers. Il s'implante en Afrique (tabac, caoutchouc, huile de palme), développe ses activités dans le transport, la logistique, les ports (activités vendues en 2022) et s'empare de nombreux médias qu'il veut mettre au service de son idéologie réactionnaire.

## Poser la question de qui doit décider de l'utilisation de la plus value dégagée par les salarié.es d'une entreprise est donc primordial.

D'autant que l'acquisition de cette plus value, pour ce qui concerne Bolloré est controversée. Le collectif Restitution Afrique composé de 11 ONG africaines et françaises a porté plainte en mars 2025 contre le groupe Bolloré pour recel et blanchiment d'actifs. Le collectif demande le retour de l'argent détourné lors de la vente en 2022 des 16 concessions portuaires considérant que ces concessions ont été acquises grâce à un trafic d'influence, de favoritisme ou de prise illégale d'intérêts.

## Un empire au service d'une idéologie réactionnaire

Chacun se souvient du lendemain de l'élection présidentielle de 2007 quand Sarkozy, nouveau chef de l'état, rejoint le yacht de Bolloré au large de Malte à bord du Falcone de ce même Bolloré pour y passer 3 jours de vacances. Car Bolloré soigne ses relations, son père était l'ami de Giscard, lui même est l'ami de Sarkozy et de Macron, mais aussi de Le Drian et de Poignant, conseiller de Hollande.

Propriétaire à la villa Montmorency dans le 16ème à Paris (là où Louis Sarkozy organise la manifestation en soutien à son père avant son incarcération...), lieu de nombreuses rencontres entre politiciens et grands patrons, Bolloré reçoit Bardella, puis Marine Le Pen, et promeut l'union des droites (LR, RN et Reconquête). Il met ses éditions au service de ce projet, diffuse



les livres de Bardella, Zemmour et De Villiers, notamment dans les librairies Relay implantées dans les gares dont il est aussi propriétaire. Avec ses « journalistes » tels que Morandini, Hannonna, Proux, il tente de créer un débat public axé sur les idées d'extrême droite.

## Contrecarrer les imaginaires réactionnaires

Nous sommes nombreux, nombreuses à ne pas vouloir de cet imaginaire et en capacité de bâtir un contre-récit en mettant en avant les espaces collectifs existants ou à créer, contre l'atomisation de la société, pour faire contre-poids, faire société ensemble et non plus en recherchant les individualités qui réincarneraient l'alternative.

« Désarmer Bolloré » est le slogan d'une campagne initiée par les Soulèvements de la Terre. Une série d'initiatives (Évènement Levons les voiles les 24 et 25 mai dont [Cerises](#) a rendu compte) a été organisée et un prolongement existe à travers l'ouvrage Déborder Bolloré : « Face au libéralisme autoritaire, qui se présente sous la forme de grands groupes éditoriaux-médiatiques en compétition, il nous faut penser notre multiplicité, ses spécificités et ses modes d'intervention. Contre la concentration, il nous faut penser la dispersion. »<sup>1</sup> Faisons fructifier ces initiatives.

● Sylvie Larue

1. <https://deborderbollore.fr/>



## IL N'Y A DE RICHESSE QUE LA VIE !<sup>1</sup>

L'équivalence entre richesse et possession naît avec les valeurs d'échanges et la division inégalitaire possédants/non-possédants, puis entre exploités et exploités avec l'assise juridique de la propriété et la valeur marchande générée par l'argent, obérant le qualitatif par le quantifié. Un sens univoque généralisé par le capitalisme mondialisé : tout ce qui est nécessaire aux humains, produit par eux, et le travail lui-même, n'a de valeur réelle que vendable et achetable à l'aune du profit.

Valeurs spirituelles, symboliques, culturelles, civiques, sociales, sociétales, éthiques, morales ? Idéalités cosmétiques. Valeurs politiques ? Conquêtes juridiques de hautes luttes sans cesse bafouées par les lois de la rentabilité économique. Mystification suprême : le capitalisme est naturel, sans alternative et prouvé par la magie des chiffres.

Le salut de la religion capitaliste, c'est la promesse d'un bonheur fallacieux : tous capitalistes, propriétaires, rentiers, consommateurs, mais tous endettés ! Peu importe le sacrifice des vies et de la planète tant que nos modes de vie, d'activité et d'habiter et les régimes répressifs qui les promeuvent assurent profits et accumulation. Aliénation suprême : faire de nous des complices consentants de notre servitude.

Mais la bifurcation qu'appellent les urgences sociales et les impératifs écologiques impose une alternative au diktat de la valeur marchande. Planète fragile, surexploitation des ressources finies et des vivants, et apports naturels vitaux (eau, air, sol) dégradés exigent de mettre fin à ces prédatations. Et nos sociétés vulnérables ne tiennent que par une myriade d'activités quotidiennes, (domestiques, parentales, relationnelles, civiques, associatives, créatives, informationnelles, de soin, de solidarité...) aussi gratuites et non-lucratives que contraintes, le plus souvent pour les femmes.

**Éviter la mortifère marchandisation générale appelle un changement radical de paradigme : soumettre la**

**quantification à l'évaluation qualitative et refonder l'ensemble des rapports sociaux par une nouvelle hiérarchie des valeurs instaurant le primat absolu de la vie :**

La valeur vitale de préservation de toute vie, de sanctuarisation de toute source de vie, de réparation et amélioration de tout ce qui constitue les conditions d'une bonne et durable vivabilité pour l'ensemble des singularités vivantes, humaines et non-humaines

La valeur du/des commun/s pour que ces vies ne soient pas négatrices les unes des autres mais forment des ensembles métaboliques et symbiotiques, désirables et durables.

Ce sont les conditions concrètes :

- d'une cosmopolitique des mondes pluriels, apaisés entre humains et harmonieux avec les autres vivants ; de co-présence, co-existence, co-habitation, co-évolution, co-développement hautement qualitatifs ; de pratiques et dispositifs assurant la sécurité de nos socles existentiels et subsistants (santé, alimentation, éducation, logement, énergie, transports...) ; de coopérations et solidarités sources d'épanouissement personnel, d'autonomies individuelles et collectives, d'émancipation sociale et de vertus écologiques.

- d'une économie non-lucrative de renouvellement soutenable des ressources vitales ; du soin du vivant ; de liens, de liants et de relations ; d'appropriation partagée contre la propriété exclusive ; de génération d'œuvres plutôt que de production de biens ; de la culture et de la connaissance.

- de logiques de communisation, de bien-être individuel et collectif, d'un bien faire ensemble pour bien vivre ensemble sans dominations, et d'une auto-organisation des échelles sans hiérarchies verticales.

Ces valeurs qualitatives cardinales renforcent les valeurs d'usage au détriment des valeurs d'échanges, et s'opposent aux valeurs marchandes négatrices de l'incommensurabilité des qualités de vie.

<sup>1</sup> John Ruskin, Il n'y a de richesse que la vie, L'Echapée, Perig Pitrou, Ce que les humains font avec la vie, PUF

# LA RICHESSE N'EST PAS CE QUI CLAQUE !

Bien sûr on peut considérer qu'une richesse est ce qui permet de réussir sa vie. Encore faudrait-il qu'on entende cette réussite par autre chose que d'être meilleur que son voisin, mieux protégé-e, avec un compte en banque et des biens de meilleurs volumes...

Bien sûr on pourrait considérer que le niveau d'accumulation d'argent garantit un niveau de vie. Amartya Sen rétorquerait par un Bonheur National Brut qui met du qualitatif où certains ne parlent que de masses sonnantes et trébuchantes.

Bien sûr on pourrait rappeler qu'il n'y a pas que l'argent dans la vie.

Bien sûr qu'à tout marchandiser, tout autre échange ou production ne vaut que tripette...

Mais la vie se résume-t-elle dans un classeur Excel, un graphique de progression, un algorithme du « progrès » ?

Est-ce un alignement de nombres, une combinaison chiffrée qui peut permettre de faire société ?

## Remplacer le PIB par le Bonheur National Brut

Ou n'est-ce pas une aventure humaine qui fait société ?

**Si nous partons de l'humain pour examiner ce qui « produit », ce qui « enrichit », sans doute faut-il alors renverser le processus. Et son sens.**

Le maillage de l'activité humaine, son insémination croisée, le temps de s'approprier, de connaître, de s'aimer n'est-il pas une mesure bien plus éminente de ce qui donne corps à une société, de ce qui lui donne des couleurs, du sens, de la singularité, du matrimoine. Une culture (artistique, musicale, plasticienne...) n'a-t-elle de valeur que celle d'échange, celle des vendeurs et du commerce. La beauté - dit-on - n'a pas de prix. Adage contestable à la Bourse, mais qui souligne une gratuité de l'esthétique. De même nature que l'éthique, la solidarité et les fondamentaux des sentiments.

Changer de société, donner un autre sens à l'ordre des choses et au désordre du monde, inventer des lendemains qui chantent ne suppose-t-il pas qu'on remette l'humain au cœur, qu'on bâtisse à partir des compétences et savoir-faire de chacune ? Valoriser que l'on sait faire, individuellement et/ou collectivement, n'est-ce pas un outil inestimable pour mobiliser nos capacités à répondre aux besoins ?

Y a-t-il plus de richesses, une meilleure humanité dans un classeur Excel que dans les productions pleines d'expériences et de patience que nous partage un atelier d'art plastique ?

### ● Patrick Vassallo



## REMETTRE TÊTE PAR-DESSUS CUL

Autour de ce budget, qu'est-ce qui n'a pas été dit pour nous faire avaler la pilule ? On nous serine qu'il faut des investisseurs et payer les banques. Il est grand temps de rappeler un fondamental : **qu'est-ce qui fait la richesse d'une nation ? Si ce n'est le travail, l'activité domestique ou bénévole, la santé, l'accès à la culture et à la compréhension des enjeux de son temps.** Et si l'on doit parler d'investissements, c'est pour servir (au sens être soumis) à cela. C'est pour éviter d'en arriver là que les gouvernant/es « oublient » ce qui fait la vraie richesse d'une nation.

Les éboueurs ne font pas que ramasser les ordures, ils nous assurent de l'hygiène, les enseignants ne font pas que s'occuper d'enfants, ils créent des conditions essentielles pour que la société continue, un chauffeur de bus ne fait pas que transporter des gens, il participe à la vie sociale... Un prof de français qui le dimanche va au théâtre, il se détend ou il travaille ? Un artiste, c'est pour la récré ou enrichir notre personnalité ? Les jours fériés, c'est pour ne rien faire ou être en forme les jours suivants pour jouer notre rôle ? Des « boomers » retraités qui s'occupent de leurs petits-enfants ou qui contribuent à la vie associative, ça ne participe pas au profil de la société ?

**A force d'être habitué/es à être soumi/ses à une direction d'entreprise, à ce qui vient d'en haut, on croit avoir toujours besoin d'un tuteur ce qui nous fait ignorer la place qui devrait être la nôtre.** C'est un déni de soi. Mesurer l'impact des grèves sur le fonctionnement de la société permet de mesurer l'apport du travail.

Les agriculteurs en renversant les panneaux indicateurs disaient que la société marche sur la tête, comment la remettre à l'endroit si ce n'est que pouvoir et nécessaires doivent être associés ?

Discuter du budget ne peut être réservé à des spécialistes : depuis le temps que des élites sont à l'œuvre, on vérifie que ça ne profite qu'aux déjà riches. Après avoir dit que c'était à la rue d'écrire le budget, les syndicats n'osent pas joindre le geste à la parole. Grand dommage. Discuter d'un budget c'est d'abord partir des besoins de la société - donc des gens - et chercher où sont les moyens. Tiens ? 270 milliards sont déjà là : ce sont NOS impôts qui vont aux très grosses entreprises comme si notre vie en dépendait et les 174 milliards de dividendes qui ne cotisent à rien. Ils viennent soit de notre travail soit de la spéculation qui détruit notre travail. Ne seraient-ce pas ceux-là, les vrai/es assisté/es ?

**Du pouvoir, ça ne se donne pas, ça se prend.** Oh pas tout d'un coup tout de suite, mais en imposant de nouvelles habitudes. Il ne s'agit pas de faire le budget dans ses détails mais de dire clairement où il y a de l'argent à prendre, vers quoi (services publics, travail, salaires, participation aux collectivités territoriales, culture...) il doit aller et quelles réorientations effectuer pour sauver la vie sur la planète...

Des points de rencontres, dans la rue, dans les entreprises où Madame et Monsieur Tout-le-Monde peuvent échanger pour participer à la définition de ce qu'il faut faire. Et si manif et grèves il y a, elles changent de caractère : on ne proteste pas (on a déjà donné), on dicte ce qui est nécessaire et on exige que les élus s'exécutent.

En sommes-nous capables ? Peut-être par éducation, nous n'osons pas. Au compte des richesses que nous créons, il y a la connaissance de notre situation, de nos besoins et maintenant des chiffres rappelés ci-dessus. Alors qu'attendons-nous ? Ce n'est pas parce qu'un budget autre aurait été décidé qu'il faut renoncer. C'est commencer à être citoyen/ne autrement que dans un isolement pour dire à qui obéir ensuite. C'est faire communauté.

● Pierre Zarka

### LE KABINET DE SIGMUND MARX



## « LE SUFFRAGE DONNE LE DROIT DE GOUVERNER, IL N'EN DONNE PAS LE POUVOIR »

Pour André Gorz, les institutions étaient conçues pour « perpétuer la séparation des individus, [...] leur dénier tout pouvoir collectif sur l'organisation de la société ». Le pouvoir populaire ne saurait se limiter à la désignation de représentants en leur attribuant une « délégation permanente de pouvoir » (*Écologie et politique*, 1975). Condorcet tenta de combiner le principe représentatif avec la démocratie rousseauiste. Il chercha à concevoir une souveraineté populaire inaltérée sans tomber dans une fragmentation de l'intérêt général. **La démocratie ne saurait donc se limiter à la représentation, il est nécessaire de la rendre « active » par une articulation de la souveraineté du pouvoir constituant et l'exercice de la délégation, voire sous la forme d'expressions autonomes de démocratie directe** (cf. Chiapas et Kurdistan).

En 1989, le budget participatif - initié par les dirigeants de la gauche du Parti des travailleurs à Porto Alegre, qui souhaitaient initier un processus de contrôle populaire sur le nouveau pouvoir - s'inscrit dans cette démarche. Ils profitèrent d'un contexte de luttes, d'auto-organisation des populations et d'exigences renforcées vis-à-vis des gouvernements locaux. **Pour réellement innover dans la manière de gouverner, il était impératif d'associer les citoyen-ne-s pour leur permettre d'agir directement sur le pouvoir exécutif.** Cette forme de participation devait être « publique, directe et délibérative et pas seulement consultative ». Elle devait permettre à la population de décider des impôts et de la répartition des ressources de la ville à travers le budget. Pour U. De Souza, son concepteur, il s'agissait d'un « processus de démocratie directe, volontaire et universel, par lequel la population pouvait discuter et définir le budget et les politiques publiques ». Le budget participatif articulait démocratie directe et démocratie représentative, la participation du citoyen prenait la forme de décisions sur les priorités de dépenses et de contrôle de la gestion. Au cours de cette expérience (1989-2004) : les dépenses sociales furent multipliées par cinq ; les dépenses de fonctionnement baissèrent sensiblement ; le

### L'appropriation du budget par les citoyen-ne-s demeure un défi



budget tripla grâce à l'abolition des exonérations fiscales, le combat contre l'évasion fiscale et une nouvelle politique fiscale plus juste, reposant sur un impôt progressif. En 1998, Olívio Dutra, ancien maire de Porto Alegre, élu gouverneur dans l'État du Rio Grande do Sul, décida d'étendre l'expérience à tout l'État. **Il démontra ainsi la possibilité d'expérimenter le budget participatif à une plus grande échelle.**

Le principe du budget participatif sera repris par des milliers de collectivités dans le monde et même promu par des agences de l'ONU... A l'image de ce qui se passa en France et en Europe, ce ne furent bien souvent que de pâles copies car des processus impulsés par le haut, sans dynamique et des attributions à la marge. Mais surtout sans respecter la méthodologie et le cheminement. En l'absence de mobilisations à la base, d'auto-organisation sur les lieux de vie, de travail et autres... l'exercice de la souveraineté populaire ne s'impose pas d'emblée et l'écriture d'un budget reste hypothétique. Pourtant expérimenter un travail sur le budget à l'échelon des collectivités locales sur des bases claires par des assemblées larges peut constituer un apprentissage essentiel dans une perspective autogestionnaire. L'appropriation du budget par les citoyen-ne-s demeure un défi, y compris pédagogique. La démocratie n'est pas à rénover mais à réinventer !

● Richard Neuville

## REVOIR D'URGENCE LA COPIE

Un sentiment d'enlèvement est largement partagé. On a beau s'agiter et rien ne va plus. Mais la crise de système que nous connaissons est-elle le fait seulement de la droite ?

**Les partis de gauche et les syndicats sont interpellés.** Les partis : tant qu'ils sont enfermés dans l'espace institutionnel, ils sont eux-mêmes confrontés à leur impuissance. 4 fois au pouvoir et 4 fois échec lamentable. Les gens s'en souviennent. Et même hors du gouvernement la gauche institutionnelle s'épuise en étant enfermée dans des règles du jeu où les dés sont grandement pipés. Et ce faisant elle épuise les mouvements sociaux en les plaçant devant une succession de déceptions. Les syndicats aussi sont interpellés : tant qu'ils restent dans la protestation et l'attente d'une autre politique de la part de l'État, ils soumettent de fait les mouvements à une

volonté qui leur échappe. Le pouvoir – politiques et affairistes – font le dos rond pour laisser passer l'orage. Et pourtant ils savent que la majorité des gens ont conscience que la vie qui leur est faite résulte d'une injustice éhontée. Mais ils se réfugient derrière l'absence d'alternative crédible et tentent d'affaiblir les colères par des effets d'annonce.

Tant que le capitalisme avait besoin de main d'œuvre qualifiée il était prêt à lâcher du lest en matière de santé, d'éducation, d'habitat. Mais aujourd'hui ne pas voir que le moindre compromis lui coûte et qu'il se réfugie dans la spéculation, l'exploitation de peuples et d'enfants moins armés pour se défendre et le pillage des fonds publics avec la participation de l'État, c'est retarder d'une guerre.

**Que faire alors ? Accepter d'oser tourner la page et agir avec son temps.** Et si les uns et les autres inter-

rogeaient ce qu'ils n'ont jamais fait ? Et si démocratie signifiait intervention du peuple dans les décisions, donc d'abord dans l'élaboration des solutions ?

Ne faut-il pas s'interroger sur la validité d'une conception de la politique qui a été autrefois conçu pour éviter les révolutions ?

**Bien sûr cela voudrait dire que les structures politiques et syndicales ne reposent plus sur une délégation de confiance et un rôle de guide du peuple.** Mais n'y a-t-il que ce rôle à jouer ? Mais quelle est cette conception où les uns dirigent et la grande masse est dirigée ? La foule est-elle incapable de réfléchir et de s'organiser ? Et les Gilets Jaunes qui se sont organisés deux ans durant ? Qu'est-ce qui a manqué ? Qu'on les encadre ou que l'on encourage à bâtir des solutions ? Le référendum d'initiative citoyenne est-ce un parti ou la foule qui l'a sorti de son chapeau ? Qu'est-ce qui peut relancer le mouvement sur la réforme des retraites dès lors qu'une immense majorité du peuple ne veut pas de celle-ci ?

Alors maintenant ? Faire politique ne serait-ce pas d'organiser comment les « simples » citoyen/nes peuvent se regrouper dans des points de rencontres pas pour suivre les organisateurs mais plutôt pour bénéficier des informations qui déterminent comment construire les solutions ? N'est-ce pas plutôt cela qu'ils-elles attendent plutôt qu'on leur demande d'avoir le nez en l'air pour savoir ce qui ne se passe pas en haut ? Et si le rôle des organisations c'était d'aider à ce que les « simples » gens deviennent force de pouvoir ? Ne serait-ce pas là ce qui manque pour faire bouger le rapport de forces ? **Il est temps d'inventer de nouvelles pratiques qui font du peuple la force qui élabore les solutions et le font respecter.** N'est-ce pas là un rôle nouveau pour les organisations : prendre les initiatives qui favorisent l'auto-organisation du peuple.

● Le comité de rédaction de Cerises





## En finir avec les idées fausses sur les migrations

Depuis des décennies l'extrême-droite et une partie de la droite française colportent des mensonges et contre-vérités pour asseoir leur idéologie construite sur la haine de l'étranger. Un des objectifs est d'engendrer la peur et le repli sur soi. On sait depuis longtemps que la peur favorise le vote conservateur. Nous saluons donc ici ce travail salutaire et remarquable de Sophie Anne Bisiaux pour déconstruire les idées fausses et tordre le cou aux clichés. 5 parties thématiques structurent le livre. Un migrant ne peut pas se résumer à un homme de couleur, africain de préférence, pauvre et illettré. Le migrant ne peut pas se réduire à un étranger qui mettrait en danger notre économie et qui menacerait notre identité. Avec ce livre vous avez des réponses à tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les migrants sans jamais oser le demander. Maintenant reste à convaincre nos concitoyens que le danger n'est pas le migrant mais le capitalisme !

Enfin notons un partenariat impressionnant : Amnesty International France, Attac France, CCFD-Terre Solidaire, Gisti, La Cimade, La Ligue de l'enseignement, le LDH, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières, Migreurop, Oxfam France, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats/es de France. Un excellent cadeau de Noël !

### ● Daniel Rome

*En finir avec les idées fausses sur les migrations*, Sophie Anne Bisiaux - Edition de l'atelier 12,50 € - Préface François Héran



## La végétarienne

Sorti en 2007, mais (re)mis en lumière en 2024 lors du prix Nobel de Han Kang, *La Végétarienne* ne peut laisser indifférent.

C'est une lecture paradoxale : « violence éblouissante » ou « gore élégant », on ne sait quel oxymore décrirait le mieux cette expérience littéraire. Le style, les descriptions, le choix des mots, même – Ô comme on aimerait maîtriser le Coréen ! – tout est fluide et poétique. Mais c'est l'effet *Nuit et Brouillard* : un décalage inconfortable qu'il serait dommage de ne pas dépasser. Car c'est un livre éminemment politique.

Yeong Hye est une femme « totalement banale à tous égards ». Isolée, opprimée, dominée dans une société profondément patriarcale, elle est considérée par tous comme un objet. En réaction à des normes sociales hyper violentes, elle va choisir de devenir hors-normes.

La difficulté du texte tient à sa structure, allégorique. Il faut accepter de faire un pas de côté et d'abandonner tout ce qu'on croit savoir. Si le thème de la métamorphose n'a rien de nouveau - on nous a appris tout petits qu'il s'agissait d'une perturbation de l'ordre du monde et qu'il ne faut pas s'amuser à défier les puissants - il y a quelque-chose de profondément nouveau dans ce court roman postmoderne : petit à petit, le cadre littéral disparaît et nous entrons dans une réalité alternative. La métamorphose n'est plus punition mais choix en réaction à l'inacceptable. Yeong Hye est une Daphné – enfin – libérée.

Alors, glissement vers la folie ou libération ? Texte illisible ou chef d'œuvre ? Peu importe tant qu'on en débat...

Alors, glissement vers la folie ou libération ? Texte illisible ou chef d'œuvre ? Peu importe tant qu'on en débat...

### ● Alexandra Pichardie

*La végétarienne*, Han Kang, Editions Livre de poche, 207 p., 7,90 €.

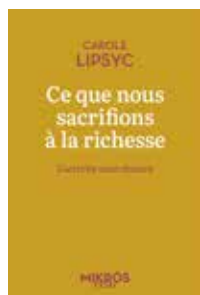


## Les Peuples Veulent

*Les Peuples Veulent* : un réseau transfrontalier s'attachant à construire des pouvoirs populaires, sur 46 pays ayant connu plus de 70 révoltes et soulèvements en ce début de siècle. Une soixantaine d'auteurs des cinq continents ont rédigé ce manifeste, non pas pour proposer un modèle mais une méthode vers de nouvelles voies à défricher comme autant d'expérimentations chemin faisant car « *seuls les peuples sauvent les peuples* ». Ces écrits de souffrances et du courage de la lucidité visent à ce que toute lutte, quel qu'en soit l'issue, nourrisse une « *mémoire du futur* » contre notre propre faiblesse de croire « *nous ne pouvons rien sans participer aux jeux des puissants* ». Pour « *reconstruire un monde fait d'une multitude de mondes* » il faut une organisation qui soit « *une concentration d'énergie et de ressources et un ensemble de liens capables d'impulser une force collective* », une disposition au bouleversement qui invite à « *faire des plans, mais les dessiner au crayon* » et non les graver dans le marbre, et initier un mouvement qui « *gagne en puissance s'il écoute, explore, relie les différents foyers de lutte qui défient le statu quo* ». « *Le temps de la révolution c'est maintenant* » car « *la révolution est une aspiration inextinguible à la dignité, la recherche permanente, depuis plusieurs millénaires, de comment l'incarner sur terre* ». C'est un appel à bâtir une culture et une force révolutionnaire transnationales, des lieux d'accueil et de rencontres pour extraire ensemble le possible de l'improbable. Avis aux intéressé-e-s.

### ● Makan Rafatdjou

*Les Peuples Veulent : Révolutions de notre temps, Manifeste internationaliste*, Zones, 120 p., 15,50 €.

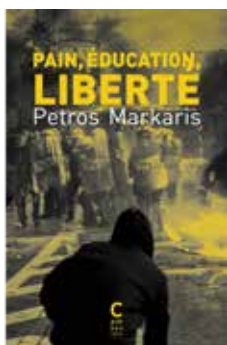


## Ce que nous sacrifions à la richesse

Des fondements essentiels de notre société reposent sur du travail gratuit non reconnu, des activités à but non lucratif très utiles aussi à l'économie capitaliste qui en tire une part significative de ses marges de profits de leur externalisation. Cette enquête minutieuse veut cerner l'activité contributive : ni du temps libre, ni des loisirs, ni même une économie contributive comme l'ESS, tiers-secteur tentant de réconcilier économie, justice et intérêt, entre libéralisme et socialisme, sous des formes variées (coopératives, mutuelles, fondations, associations, SARL et SAS). Informelle, individuelle ou associative elle repose sur le bénévolat et volontariat en dehors du marché ! En prenant en compte tous les secteurs concernés en France le temps moyen consacré à ces activités est estimé à 3j/semaine/personne !! Soit l'équivalent de 87% du temps passé au travail, et une dette sociale colossale évalué à 1500 milliards d'euros !!! Marx avait bien vu combien la production est organique et produite globalement par l'ensemble du corps social alors que le profit monétaire généré est capté par une minorité possédante. Le mérite du livre c'est la visibilisation du champ immense et varié des activités concernées (même si le temps militant est oublié !). Mais si cette quantification n'est pas une étape vers la reconnaissance de la portée des modes et fins de ces activités comme constitutives d'une alternative sociale, sociétale, économique et politique alors le risque est grand de leur absorption dans l'économie étatico-marchande.

### ● Makan Rafatdjou

*Ce que nous sacrifions à la richesse, L'activité contributive, Carole Lipsyc, Editions MIKROS, 372 p., 13,90 €.*



## Pain, Éducation, Liberté et Le Justicier d'Athènes

La Grèce sous les feux de Petros Markaris.

Les enquêtes menées par un commissaire Charitos très quelconque qui piétine, qui galère. Souvent confronté à un crime lié à la punition d'anciens qui ont combattu le fascisme des colonels puis devenus politiques et affairistes se sont copieusement servis. Ils sont considérés comme source de la crise profonde que connaît la Grèce. Charitos traverse impuissant des rues bloquées par des manifestations de colère ce qui le conduit parfois à comprendre l'assassin qui « punit » traîtres et profiteurs. A certains moments, l'assassin a un petit air de Zorro. A travers ses récits Markaris nous fait voir « ses Grèce » : La Grèce de ceux qui sont dépassés par les événements mais n'en peuvent plus : celle de ceux dont la colère explose, La Grèce de celles - comme sa fille - qui sont tentées par l'exil mais finalement y renoncent pour se battre.

Petros Markaris n'est certes pas le seul dont les polars servent d'accueil à la politique mais il pousse loin ce phénomène. Il ne sombre jamais dans le discours mais là, la dénonciation politique n'est pas qu'une toile de fond : elle est au cœur de l'intrigue et des conditions de son déroulement. Elle en est même la clé.

### ● Pierre Zarka

*Pain, Éducation, Liberté, Petros Markaris, Éditions Cambourakis, Avril 2025, 227 p., 12 €.*

*Le Justicier d'Athènes Petros Markaris, Éditions Cambourakis, Avril 2024, 352 p., 12,5 €.*



## Gouverner les juges

« N'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice ». Ce principe fondamental de la séparation des pouvoirs formulé par Montesquieu demeure toujours un impératif tant notre propre pouvoir judiciaire manque d'indépendance.

Vincent Sizaïre, magistrat et maître de conférences, déconstruit dans ce livre la rhétorique de « gouvernement des juges » qu'il qualifie de mythe. Pour lui cette expression, remontant à 1921, est souvent utilisée pour dénoncer l'emprise supposée du pouvoir judiciaire sur le pouvoir exécutif ou politique, mais elle masque plutôt une opposition à l'émancipation de l'autorité judiciaire, synonyme d'une véritable séparation des pouvoirs.

Il dénonce les critiques constantes des décisions de justice qui contrarient les responsables politiques, avec l'objectif de délégitimer l'indépendance des magistrats. Une rhétorique qui rend invisibles les véritables abus que peut exercer le pouvoir judiciaire en restreignant la souveraineté des citoyens.

Surtout Sizaïre propose une refonte du lien entre justice et démocratie. Il appelle à ce que le pouvoir judiciaire soit complètement indépendant de l'exécutif et à la création d'un gouvernement démocratique de la justice qui serait soumis à un contrôle citoyen au niveau national et local.

### ● Sinéad Rafatdjou

*Gouverner les juges, Vincent Sizaïre, La Dispute, 2024, 144 p., 14 €.*

Du même auteur :

*Être en sûreté. Comprendre ses droits pour être mieux protégé, La Dispute, 2020, 144 p., 12 €.*

*Sortir de l'impasse sécuritaire, La Dispute, 2016, 136 p., 13 €.*

# A QUOI SERT DE PHILOSOPHER ?

**Une pensée philosophique ça « plane » ? loin de l'action immédiate. Ce « dédain » est partagé dans les luttes populaires ou les discours de partis de gauche. Discussion à 3 voix.**

## LA PHILOSOPHIE EST-ELLE DÉPASSÉE ? OBSOLÈTE ? HORS-SOL ?

On pourrait le penser...

Si j'en crois le prof de philo de mon fils – qui est excellent – la grande question philosophique, celle qui sous-tendrait toute réflexion, ce serait la recherche de la Vérité. J'aurais dit le Bonheur, mais j'étais nulle en philo. Toutes les autres notions y seraient liées. Or, à une époque où les politiques mentent à tour de bras et sans vergogne, où chaque prise de parole se clôt sur un « moi, c'est ce que je crois » asséné comme Vérité, où les journalistes affirment sans vérification et où l'IA modifie la perception du réel, à l'aire de la Post Vérité... quel intérêt de se plonger dans des textes, disons-le, souvent bavards et accessibles à une petite élite culturelle ? Pourquoi, après tout, chercher la sagesse dans des textes qui ont menés à un monde en ruine : nous avons épuisé les travailleurs, les ressources, la planète, et nous continuons, aveuglement. Pourquoi la génération Z nous écouterait-elle ?

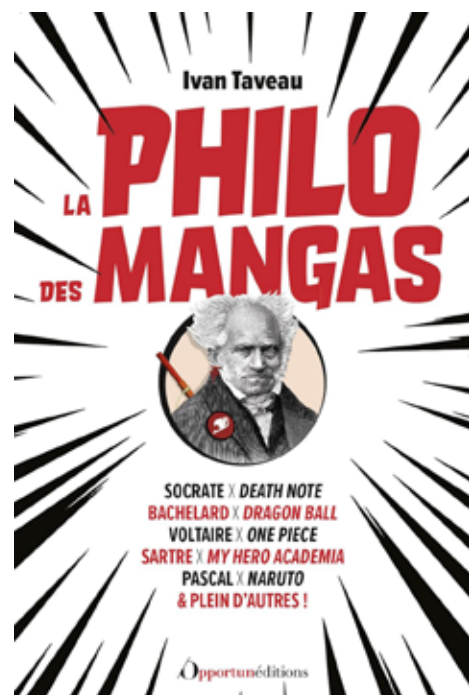
Les « jeunes » se libèrent des carcans qui nous ont été inculqués et qui nous asservissent : accès à la propriété, famille, travail, genre, ils remettent tout en question. Et nous sommes perdus parce

qu'ils balaient nos codes. Cela signifie-t-il qu'ils soient dénués de réflexion ?

Si les mots ne sont plus fiables, les histoires ne mentent jamais.

Le drapeau pirate de One Piece, qui flotte sur les révoltes du monde entier n'est pas un symbole choisi par hasard. Ivan Taveau, auteur de La Philo des Mangas, associe One Piece et Voltaire : Luffy ne tue ni n'asservit personne. Son mot d'ordre, c'est la tolérance : sois qui tu veux, fais ce que tu veux tant que tu n'entraves ni ma liberté ni celle de mon équipage. Dans ce navire, pas de hiérarchie. Juste une entente et un but : le mystérieux One Piece. Tout le monde est bienvenu. Mais malheur à celui qui tente d'entraver leur liberté. Il ne mérite pas de pitié, car une tolérance à sens unique mène à la domination. Luffy cherche le One Piece comme Arthur cherchait le Graal. Certes, la génération Z n'a peut-être pas lu Voltaire, ni feuilleté le Traité sur la Tolérance. Mais qu'importe, puisqu'ils ont des valeurs à défendre et un monde à reconstruire ?

La génération Z, nourrie de super-héros et d'animés, n'a pas choisi comme



emblème le Death Note ou un katana vengeur. Ils exigent d'embarquer sur un navire équitable, fraternel, qui n'entrave pas leur liberté et respecte leurs choix. Faisons-leur confiance pour réfléchir juste. Et si les philosophes sont enterrés... vive la philosophie !

● **Alexandra Pichardie**

## DÉPASSER LES ÉVIDENCES TROMPEUSES

La mode est au pragmatisme. L'intelligence consisterait à ne pas avoir d'idée, mais à s'adapter. Le mot « philosophique » devient quasiment synonyme de « hors sol ». Pendant des siècles les humains ont pensé que le soleil tournait autour de la terre. Comment ont-ils pu penser cela ? Simple : ils ont regardé. Ne dit-on pas encore que le soleil se lève à l'est et qu'il se couche à l'ouest ? **L'expérience sans analyse est trompeuse.** Elle produit ce qui devient des évidences c'est-à-dire ce qui s'impose sans avoir à être discuté. Vouloir discuter une évidence, c'est emm... le monde. Pourtant si je suis « demandeur » d'emploi je reproduis ma dépendance envers l'employeur. Si tout va bien, je serai « employé ». Tiens, ça ne veut pas dire : utilisé ? Essayez de jongler comme ça avec le mot « travail ». Les représentations nous sont dictées par les « évidences » issues de nos pratiques. Et nos pratiques sont celles d'individu/es soumis à des règles imposées par ce qui est une « normalité » issue de la manière de voir de celles et ceux qui dominent la société. Laquelle domination est intégrée en cascade un peu comme lot de consolation : si je suis homme, dominé par... qui au fait ? Je puis pour me rattraper : dominer les femmes. Et si je suis « blanc » je domine évidemment qui ne l'est pas. Les rapports à la nature sont du même acabit. On « exploite » une terre. Du coup, la pilule que j'ai à avaler est à la fois moins amère et confortée dans sa normalité.

**L'intérêt de philosopher est de questionner les évidences.** Du « je pense donc je suis » de Descartes qui apporte la déduction à la pensée, à Marx qui considère que « jusque-là les philosophes ont cherché à interpréter le monde alors qu'il s'agit de le changer », philosopher c'est chercher la part immergée de l'iceberg ; c'est la plus importante.

**Aujourd'hui, le moment est celui d'une formidable exaspération devant ce que devient la société. Mais tout montre que l'exaspération ne suffit pas et les mouvements se répètent sans avancer.**

Gratter ce qu'il y a derrière le décor suppose de chercher à se doter de concepts. C'est-à-dire construire une cohérence à des idées. On ne supprime pas les concepts on les remplace. Il ne peut y avoir rien derrière la critique. Sinon la critique est rattrapée par un trompe-l'œil. Combien pensent que les peuples sont partout dirigés par des personnes qui ne connaissent pas la réalité ? Ce qui évite d'affronter le système. Je ne peux comprendre un système dans sa cohérence qu'au fur et à mesure que je construis une autre cohérence. Il s'agit de créer de nouveaux concepts pour s'émanciper des dominations et expérimenter de nouvelles manières de vivre. C'était vrai pour Pasteur pour lequel le vaccin allait avec : « rien ne se crée, rien ne disparaît tout se change ».



Or, à l'image de Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, il nous arrive de philosopher sans le savoir. Pourquoi réagit-on aux massacres de Gaza si ce n'est que l'on a enfoui quelque part un concept qui s'appelle « l'humanisme » ? Pourquoi râle-t-on en disant que ce sont toujours les mêmes qui doivent faire des sacrifices ? Si ce n'est qu'on a enfoui quelque part le concept de justice sociale. Et si nous décidions de désenfouir les concepts c'est-à-dire traiter ce que nous préférons pour savoir si c'est bien fondé ?

Est-ce un travail réservé à une élite intellectuelle ? **Tout le monde ne peut-être médecin ou architecte mais chacun/e est capable de relier ses informations aux valeurs déjà acquises.** Chacun/e est en situation de rechercher si ses aspirations sont utiles ou pas à la société. Il n'y a pas de diplôme de citoyenneté. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'effort à fournir. Le tout est d'oser. Comme Copernic. A la différence de Descartes, cela se fait collectivement.

● Pierre Zarka

## SAMUEL BECKETT L'INNOMMABLE



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [contact@ceriseslacooperative.info](mailto:contact@ceriseslacooperative.info)

Abonnement gratuit en ligne  
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>

## PHILOSOPHER, ENCORE ?

La question est aussi vieille que la philosophie. A quoi bon ? Platon nous montre un Thalès, occupé des étoiles et tombant dans un puits. « La même plaisanterie s'applique à tous ceux qui passent leur vie à philosopher. »<sup>1</sup> La réponse (bêtement) utilitaire s'expose chez Aristote : ayant prévu une abondante récolte d'olives, il aurait investi dans les moulins et fait fortune. Deux manières de spéculer... Philosopher plus, pour gagner plus ? La petite servante dit du vrai : ça n'en vaut pas la peine !

La question est-elle alors épuisée ? Certes non ! Ce qui indique sans doute son caractère philosophique : être une question qui toujours se relance, se reprend tout en se modifiant. Mais alors, justement, pourquoi philosopher encore : nous n'avons pas besoin de questions, mais de réponses !

Est-ce si sûr ? Des réponses, y compris à des questions que l'on ne se pose pas, nous en sommes saturés, plus encore aujourd'hui qu'hier : en un clic, plusieurs pages d'affirmations possibles, comme une mémoire infinie qui nous rend amnésique. Sur tout. Comment décider ?

Des opinions qui se présentent comme certitudes. Des vérités démontrées par ailleurs mises sur le même plan que des opinions. Des dogmes de foi, confondues avec des énoncés objectivement établis. D'où procède une confusion généralisée, dans les idées et le vocabulaire. Comment nommer ? Comment distinguer ?

Déjà la liste que j'ai donnée repose sur une distinction philosophiquement établie : opinions, dogmes, vérités objectives. Elle procède d'une interrogation *critique*, c'est-à-dire, littéralement, qui se donne le moyen de faire un tri, reposant sur le principe qui veut que toutes les idées ne se valent pas.

Nécessité du tri, du classement : ne pas le faire c'est ouvrir le champ au dogmatisme d'abord, à la violence du fanatisme ensuite, chacun cherchant à imposer aux autres son point de vue.

Une objection à laquelle il faut répondre : et la liberté d'opinion, invoquée par les « marchands de sommeil » (Alain), épandeurs de *fake* ? Elle est intouchable en démocratie, et porte un autre nom à l'époque classique : liberté de philosopher. Celle pour laquelle un Spinoza a longuement bataillé contre toutes les censures. Philosopher n'est pas censurer. Donc censurer est antiphilosophique, même en en revendiquant le nom. Trouvez des exemples !

Mais la liberté d'opinion ne va pas sans la possibilité d'argumenter, donc de discuter ou disputer des arguments contraires. Affirmer péremptoirement ce qui passe par la tête ne relève pas de la liberté d'opinion, surtout si cela remet en cause la dignité d'un autre humain. Philosopher nous apprend au moins cela : que la philosophie n'est pas et ne peut être Une, homogène, mais toujours plurielle.

**Expérience intellectuelle de la contradiction, du conflit producteur de concepts. Du conflit, non de la violence : il faut établir un terrain commun rendant possible l'échange des raisons.**

Non pour produire une nouvelle connaissance : la philosophie n'est pas une science. Mais elle est avec les sciences, de la nature ou des activités humaines, et les arts.

Justement, il faut distinguer, articuler, « tracer des lignes de démarcation » (Althusser), ne pas prendre un savoir pour une idéologie ou une croyance. Comment ? En raisonnant, c'est le postulat. En inventant des critères, soumis à la discussion, à l'élaboration. En inventant des concepts (Deleuze) qui permettent de réfléchir des expériences.

Philosopher encore ? Oui, pour ne pas être ventriloqué par des images fascinantes, aveuglantes. Pour s'orienter.

« ...il faut continuer, je ne peux pas continuer, il faut continuer, je vais donc continuer, il faut dire des mots, tant qu'il y en a... »<sup>2</sup>

### ● Gérard Bras

1. Platon, *Théétète*, 175a.

2. Samuel Beckett, *L'Innommable*, Paris 1953, éditions de Minuit, p. 213.